



# Fiscalité carbone et progrès social

## Application au cas français

Emmanuel Combet

Thèse de l'EHESS sous la direction de Jean-Charles Hourcade

Objectif de la thèse :

tirer les leçons méthodologiques d'un *hiatus* récurrent

Un large consensus théorique parmi les économistes

Taxe carbone = l'instrument le plus efficace pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>

VS

Un blocage fréquent de la mise en œuvre

- Le renchérissement de l'énergie **nuira à l'activité, la compétitivité et l'emploi**
- Il **affectera les plus vulnérables** (ménages et activités)
- Et il risque de **compromettre d'autres objectifs** (désendettement...)

# Les leçons d'un échec : la taxe de Sarkozy (2009-2010)

## La question de l'usage des recettes cristallise les tensions

- « Il faut **compenser directement** le pouvoir d'achat des ménages »  
-> « Chèque vert » exigé par les associations de consommateurs
- « Il faut **baissier les prélèvements** coûteux pour l'activité et l'emploi »  
-> Accords entre les syndicats et le patronat pour négocier
- « La priorité est de **réduire les déficits publics** »  
-> Dissensions entre Ministères (Ecologie vs. Budget)

## La taxe carbone n'est pas qu'un problème d'environnement

-> La recommandation Rocard oubliée (Juillet 2009)

## On annonce une taxe faible et on octroie des exemptions

-> Invalidation par le Conseil Constitutionnel (janvier 2010), puis abandon (mars)

# Un échantillon représentatif des arguments

*« Je subordonne la création d'une taxe carbone intérieure à une taxe aux frontières qui protégera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne »*

N. Sarkozy

*« Soulagée, notamment pour toute l'industrie, qui n'aurait pas supporté un nouveau handicap de compétitivité »*

L. Parisot (Medef)

*« L'abandon de la taxe carbone, qui était injuste et inefficace, est une bonne nouvelle pour les ménages »*

L. Rossignol (Parti Socialiste)

*« Le projet ne sera pas regretté par les écologistes »*

D. Sonzogni (Les Verts)

# Les apports de l'analyse économique : forces et limites

- Forces*
- Fournir un tableau des interdépendances économiques entre agents et enjeux (équilibre général) en s'appuyant sur la cohérence du système de comptabilité nationale
  - Des leçons robustes en 1<sup>er</sup> rang (efficacité des marchés + transferts forfaitaires)

- Limites*
- Des résultats moins affirmés et des outils moins performants pour les situations de 2<sup>nd</sup> rang
  - > Questions de cohérence entre tableaux de la compta. nat., bilans énergétiques et enquêtes des ménages
  - > Question de clarification des divergence de vues sur le fonctionnement de l'économie (présente et future)

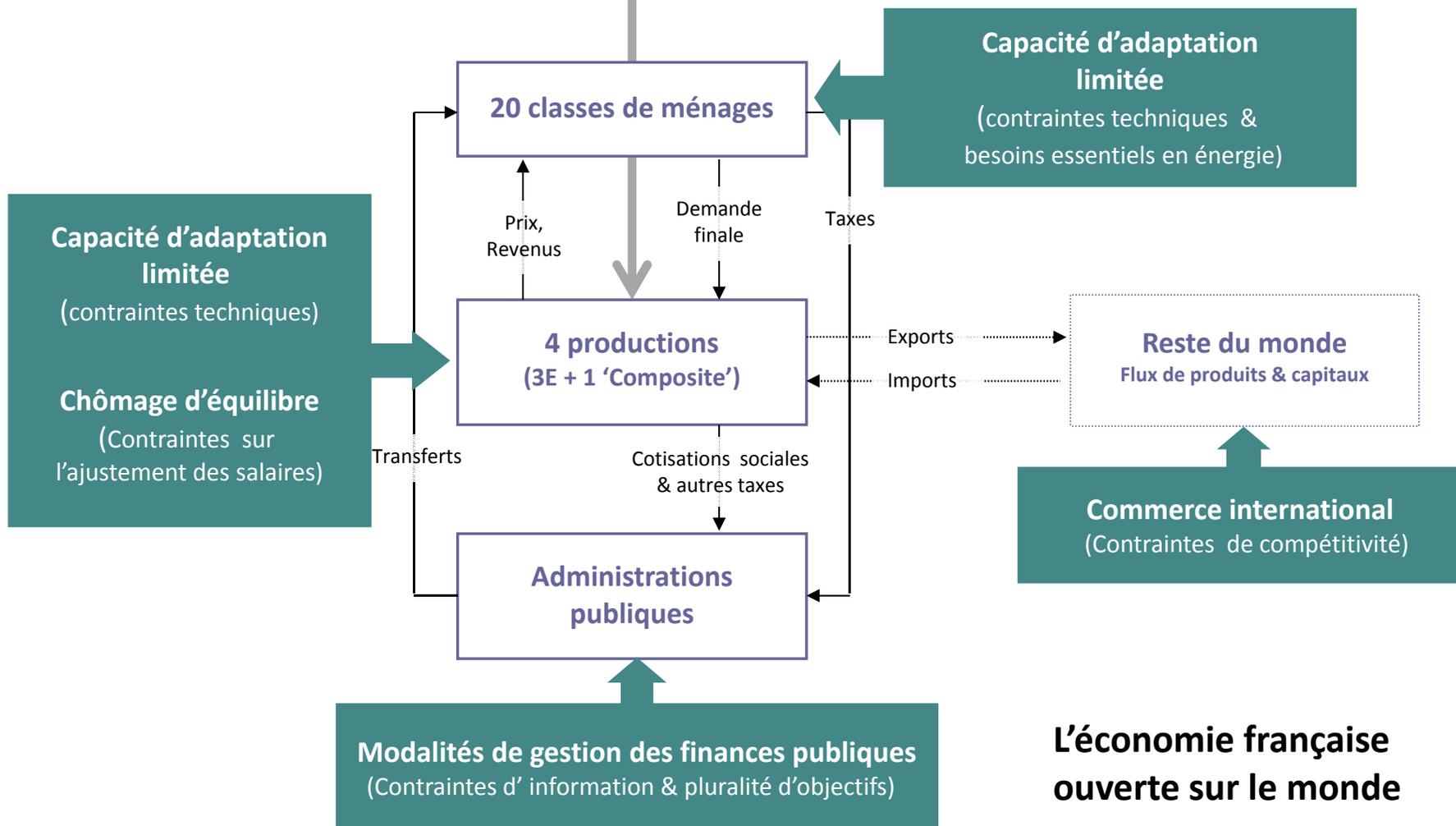
**Diagnostic (chap. 1 et 2) : évolution nécessaire des outils**

# Lutter contre l'éclatement des registres d'argumentation

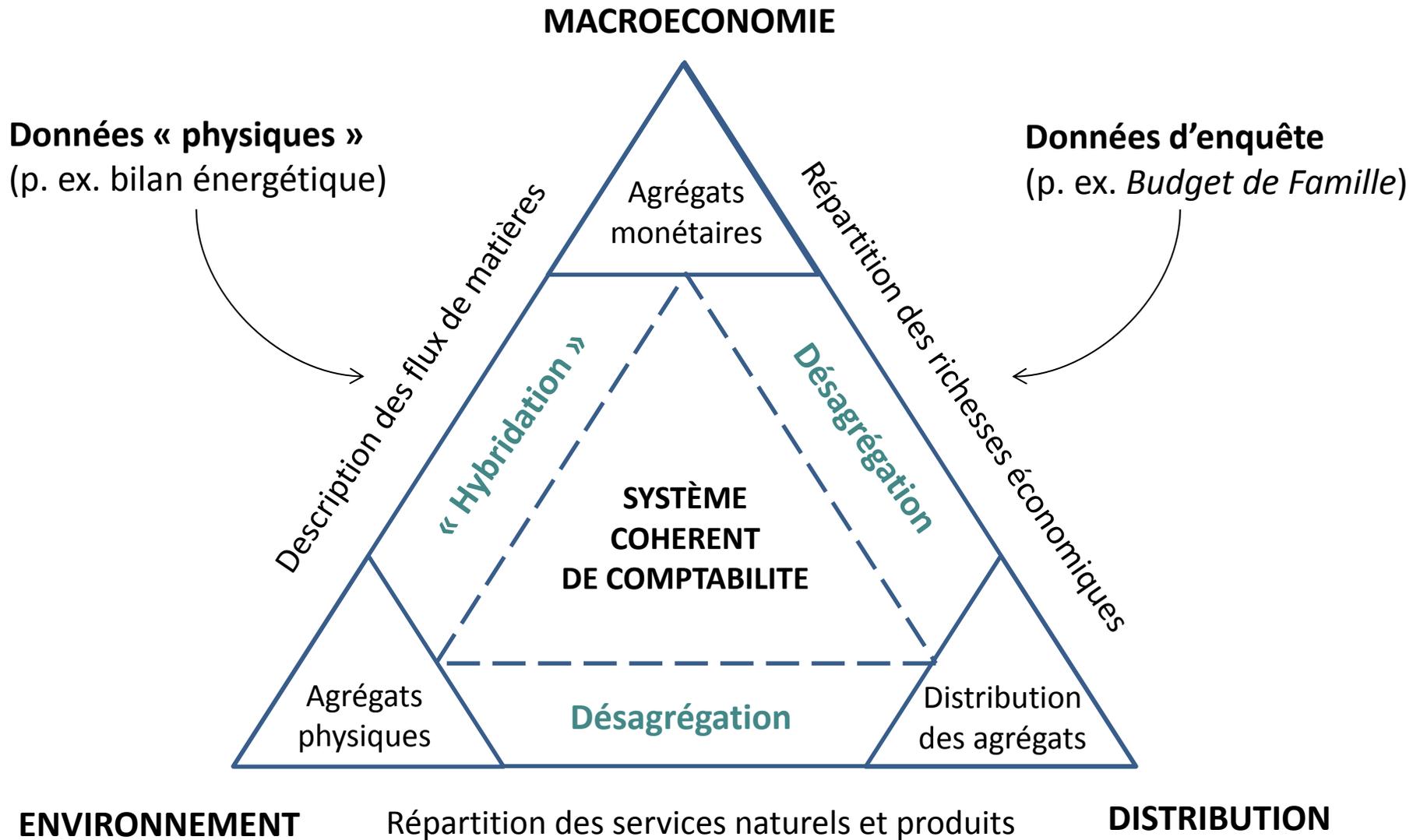
		Arguments des parties prenantes			
Trois contraintes	'Paramètres'	'Consommateurs'	Syndicats	Patronat	Gouv.
Les techniques (dépendance aux énergies fossiles)	Ménages	<b>Majeur</b>	Mineur	Mineur	Mineur
	Entreprises	<i>Absent</i>	Mineur	<b>Majeur</b>	Mineur
L'hétérogénéité des ménages (effets distributifs)	Energie	<b>Majeur</b>	Mineur	Mineur	Mineur
	Revenus, emplois	Mineur	<b>Majeur</b>	<i>Absent</i>	<i>Absent</i>
	Prélèvements	Mineur	<b>Majeur</b>	<b>Majeur</b>	<i>Absent</i>
Les réponses comportementales (effets indirects)	Finances publiques	<i>Absent</i>	Mineur	<b>Majeur</b>	<b>Majeur</b>
	Compétitivité	<i>Absent</i>	Mineur	<b>Majeur</b>	<b>Majeur</b>
	Rapport salarial	Mineur	<b>Majeur</b>	<i>Absent</i>	<i>Absent</i>

# La plateforme de simulation IMACLIM-S.2.4

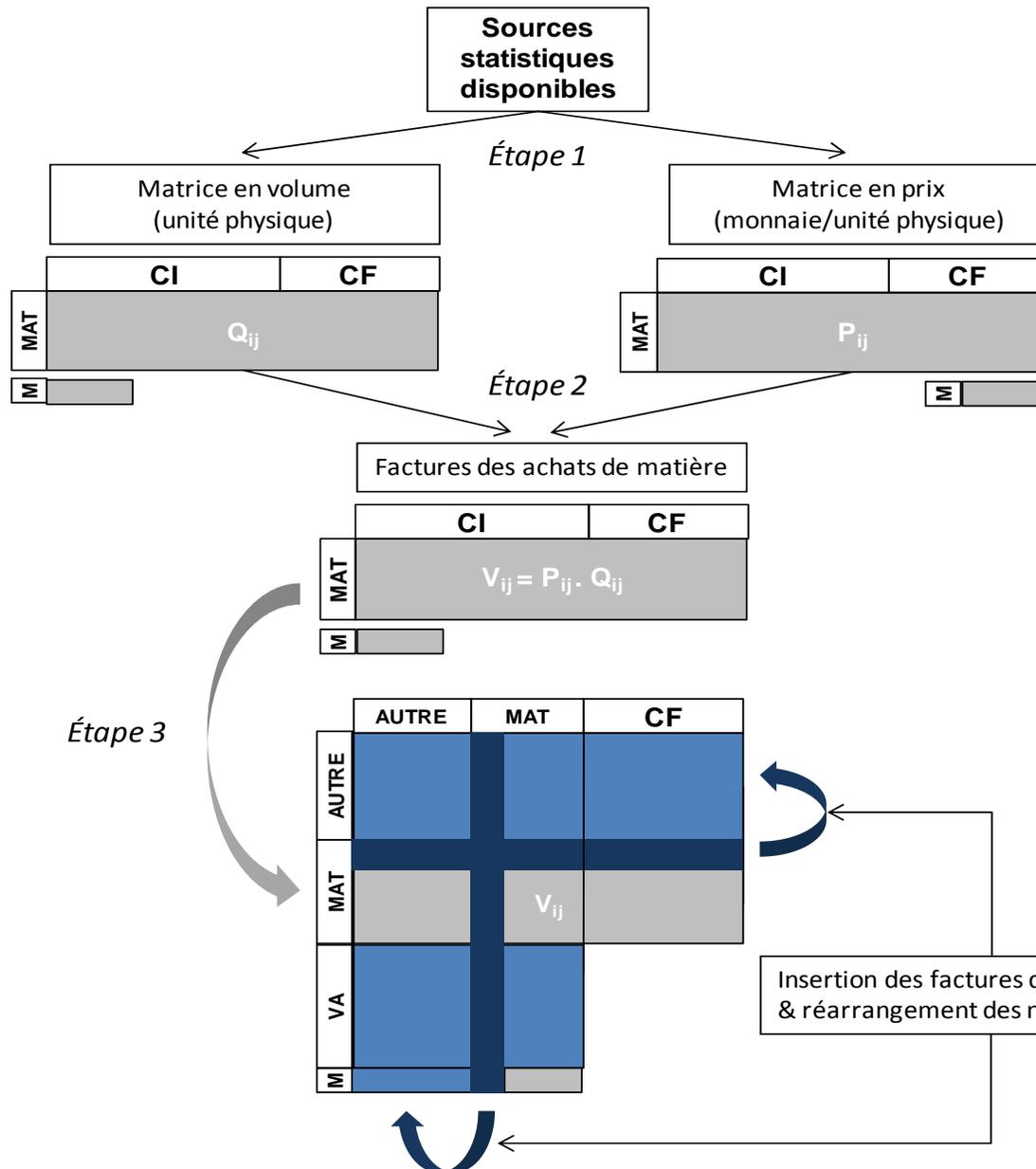
Equilibre simultané des flux d'énergie en unités monétaires et physiques (MTEP)



# Un préalable nécessaire : la comptabilité intégrée



# La méthodologie d'hybridation



**Matrices 'Hybrides'**  
 =  
**Système comptable *cohérent***  
**en valeurs et volumes**  
**physiques (bilans**  
**énergétiques et indicateurs**  
**'physiques' d'activité)**

# Revisiter des controverses très anciennes

Un principe : une taxe élevée, unilatérale, sans ajustement aux frontières, sur le seul contenu carbone de toute consommation d'énergie

Un scénario contrefactuel : soit une taxe adoptée en 1984

Chap. 5 Efficacité macroéconomique de la substitution d'une taxe carbone à des prélèvements obligatoires sur le travail

Chap. 6 Efficacité macroéconomique de diverses modalités de mise en œuvre d'une fiscalité carbone

Chap. 7 Effets distributifs et arbitrage équité-efficacité

Un raisonnement en prospective (2004-2020)

Chap. 8 Fiscalité carbone, réforme des retraites et déficits publics

# Recycler les recettes : leçons de deux cas polaires

300€ / tCO <sub>2</sub> et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales
Emissions	-38,5%	-34,1%
PIB réel	-6,5%	+1,9%
Emploi	-5,7%	+3,5%
Pauvreté	-10,1%	+1,1%
Inégalités	+1,3%	+2,0%
Endettement public	-92,0%	id.

- Rappel du 'consensus' sur la taxe carbone -> limite le coût de l'action  
« Effet-signal » + Socialisation des rentes + Sécurité énergétique
- La controverse : « double-dividende » au sens faible ou fort ?

# Deux paramètres clés : coûts de production et salaires

300€/tCO <sub>2</sub> et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales
Variation totale du coût de production	<b>-0,6%</b>	<b>-1,0%</b>
Variation du coût de l'énergie	+1,6%	+1,6%
Variation des salaires nets	-1,6%	+1,5%
Variation des charges sociales	id.	-3,6%

- Un même impact direct sur la facture énergétique

**MAIS** lorsque les cotisations sociales sont réduites :

- Une 'propagation' contrôlée de la hausse des factures énergétiques
- Un léger allègement de la charge fiscale sur la production
- Une hausse des salaires nets nominaux autorisée

# Un cercle vertueux potentiel pour l'activité et l'emploi

Si le partage des allègements de cotisation réduit effectivement le coût relatif du travail

Si une partie des revenus taxés ne retombent pas sur les coûts de production (transferts, rentes)

**Taxe Carbone – Baisse des cotisations**

**Allègement de la facture pétrolière**

Moindre ponction sur le revenu national

**Transfert de charge fiscale**

Baisse du prix de production

**Changement structurel**

Hausse du contenu en emplois

Hausse de la consommation

Amélioration de la compétitivité

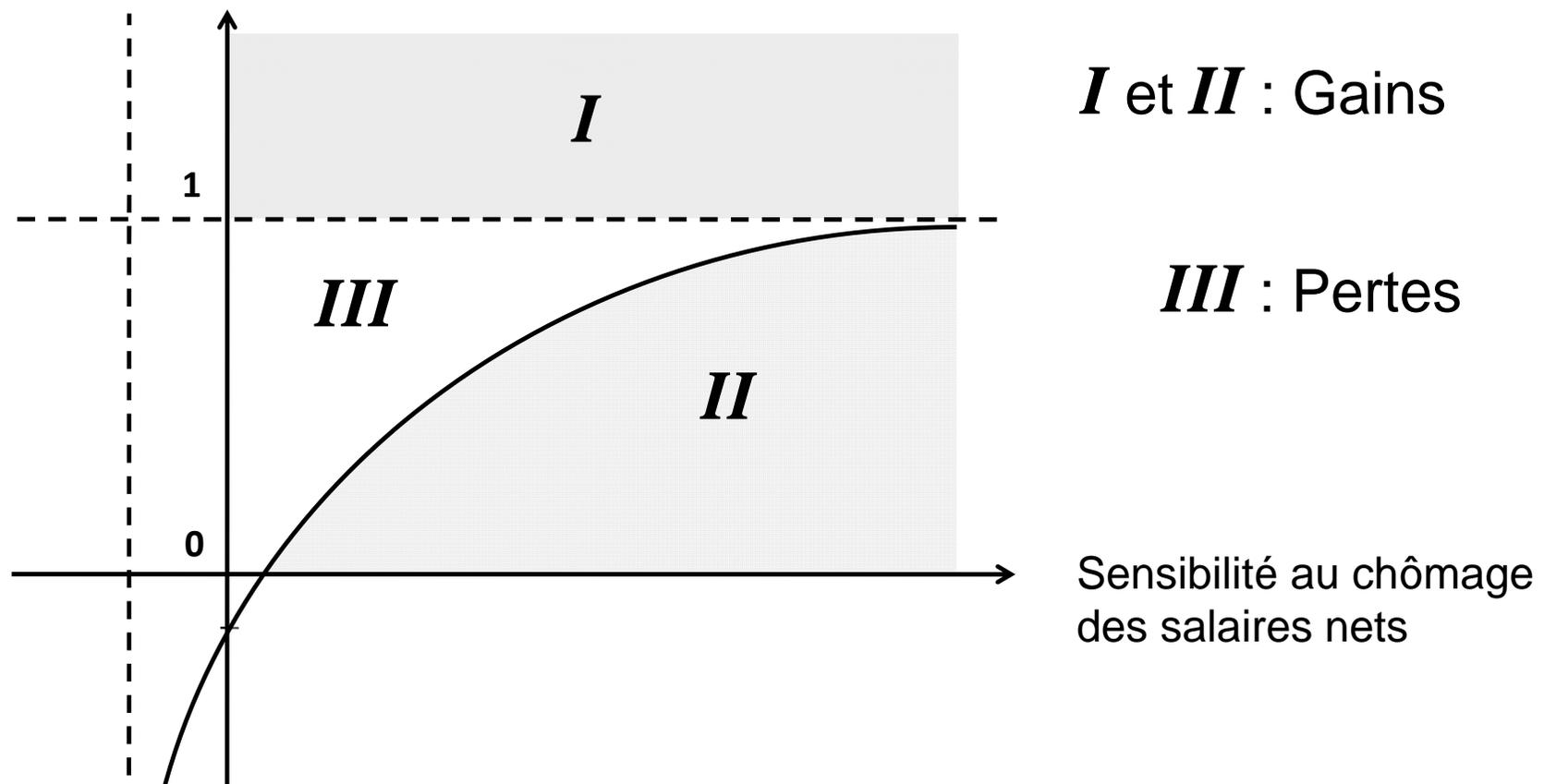
Hausse de l'emploi

Hausse de la production

# Les conditions d'un gain net sur l'emploi

Le signe de l'effet net dépend de 2 paramètres controversés

Sensibilité aux prix  
des échanges extérieurs



# Quand les « détails » de la mise en œuvre comptent

## 3 types de ‘variables’ testées

- Les alternatives de recyclage

Baisse de la TVA

Transferts forfaitaires aux ménages

- Les restrictions d’assiette

Divers dispositifs d’exemption

- Les paramètres de finance publique

Diverses options de gestion budgétaire

Règles d’évolution des dépenses publiques

Règles d’indexation des transferts sociaux

→ et des conclusions robustes

→ ne sont pas supérieures à la baisse des cotisations sociales

→ ne règlent pas les questions de pouvoir d’achat et de compétitivité

→ engagent un arbitrage entre priorités (dette publique, consommation courante, production et emploi)

Et l'argument d'équité ?

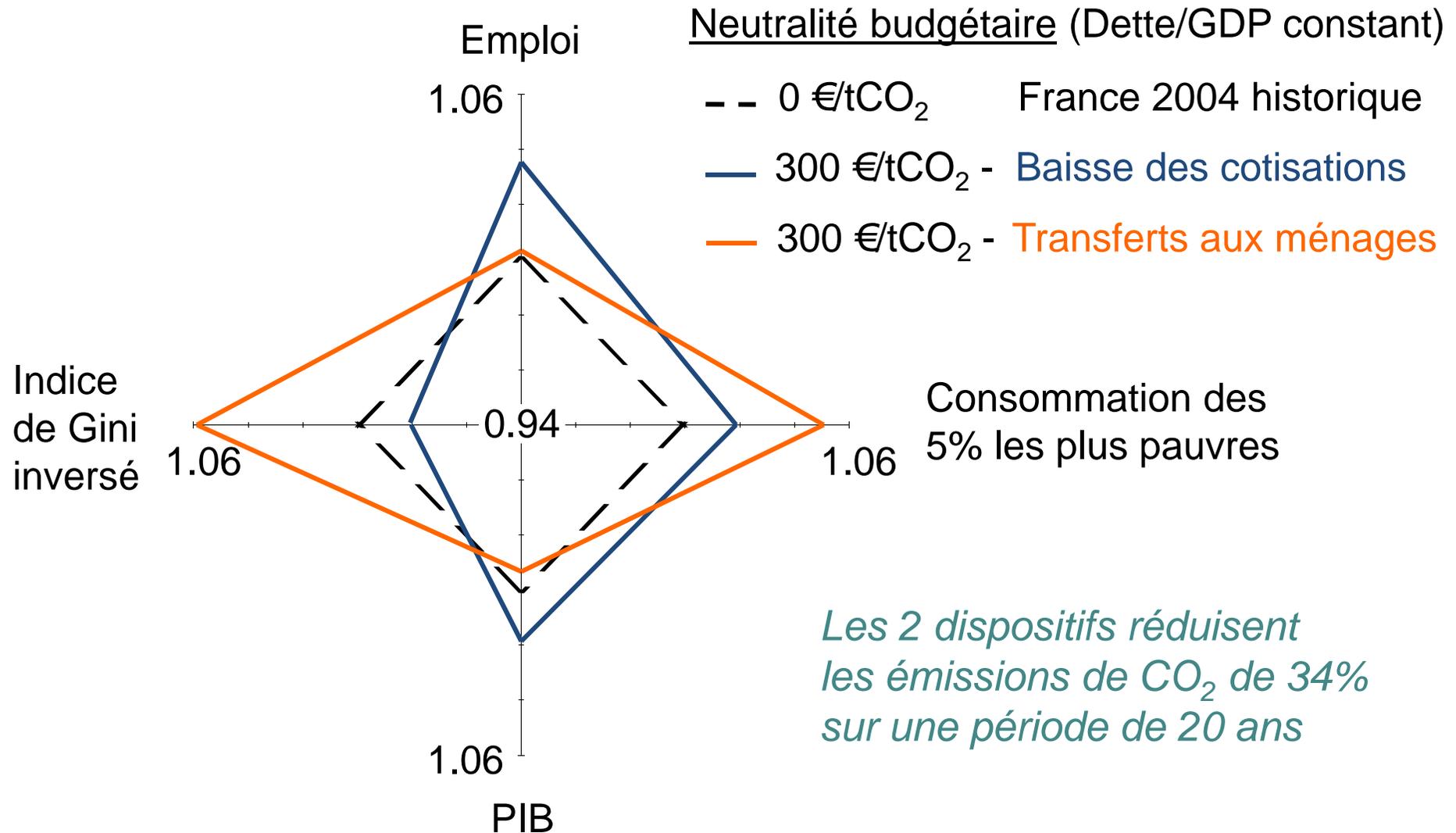
# Pauvreté réduite... mais inégalités accrues

<i>300€ / tCO<sub>2</sub> &amp; Baisse des cotisations</i>	Facture énergétique	Chômage (points de %)	Revenu disponible	Indice d'inégalité de Gini
5% les plus 'pauvres'	+78,3%	-12,2	+5,4%	<b>+2,0%</b>
5% les plus 'riches'	+72,0%	-0,9	+7,3%	

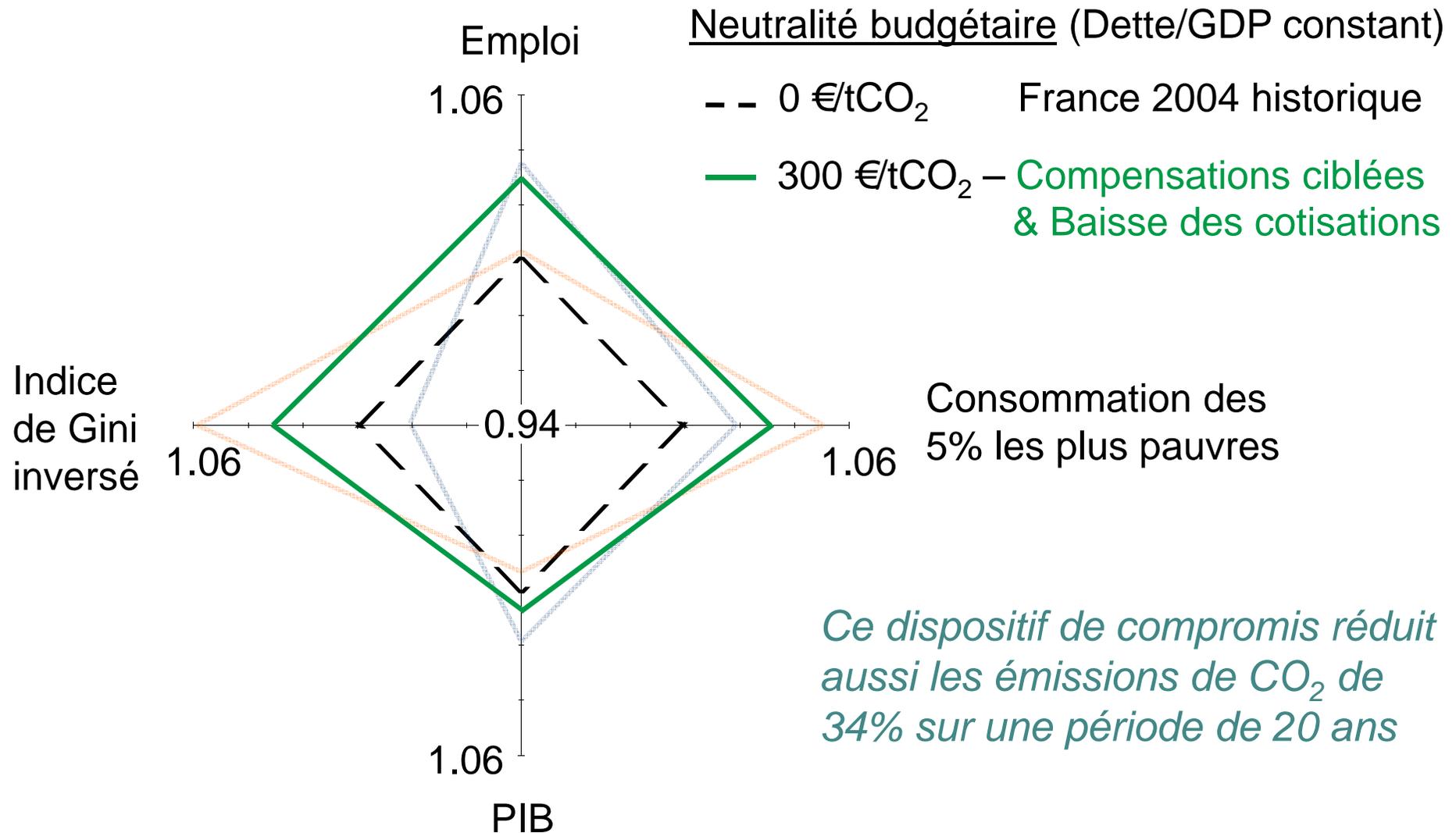
Principaux déterminants :

- 1) Poids de l'énergie dans le budget, potentiel d'économie d'énergie
- 2) Taux de chômage relatifs, écart entre allocation chômage et salaire
- 3) Poids relatif des sources de revenu (activité, propriété, transferts...)

# Un arbitrage inéluctable entre équité et efficacité



# Mais des marges de manœuvre pour un compromis



# L'intérêt de connecter les dossiers 'climat' et 'retraite' ... si on raisonne en équilibre général

Soit : 1) une France 2020  
'COR compatible'

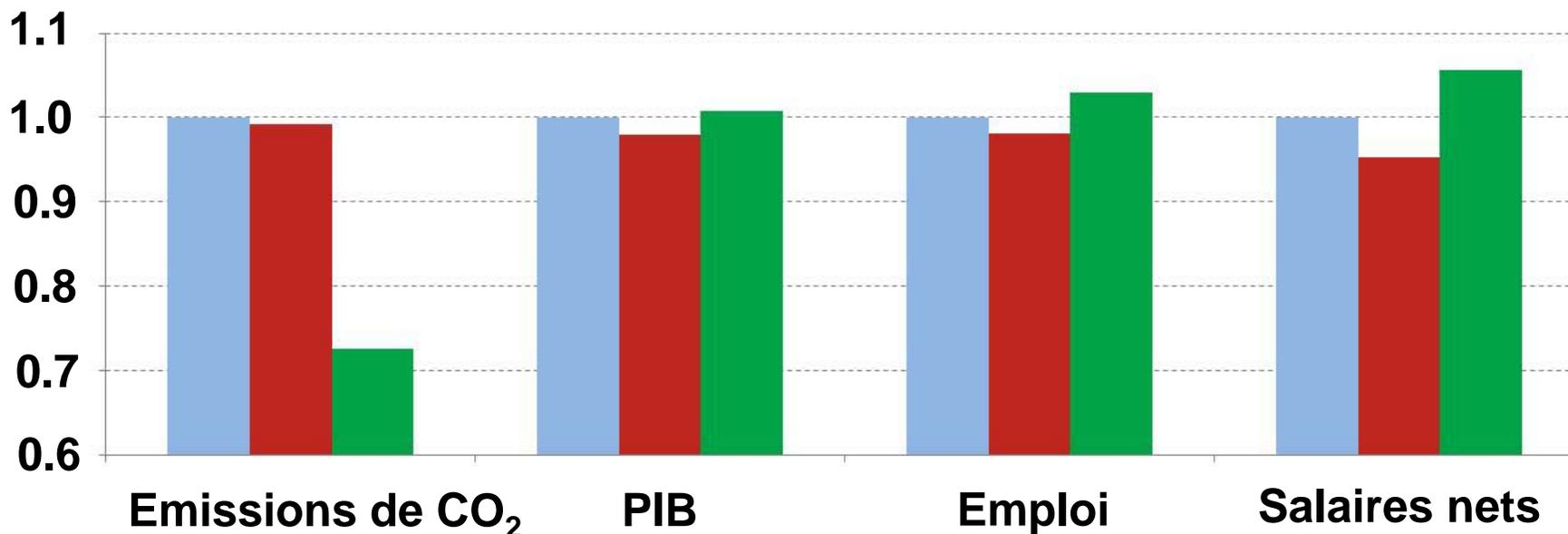
2) un objectif de financement  
des retraites sur 2004-2020

## 3 réformes structurelles

■ Report de l'âge de départ (> 3 ans)

■ Hausse de cotisation sociale (+ 7 pts)

■ 200€/tCO<sub>2</sub> – Baisse de CS  
& Hausse de l'IR (+ 2 pts)



# Conclusions et perspectives : sur la fiscalité carbone

L'analyse économique doit en principe contribuer à :

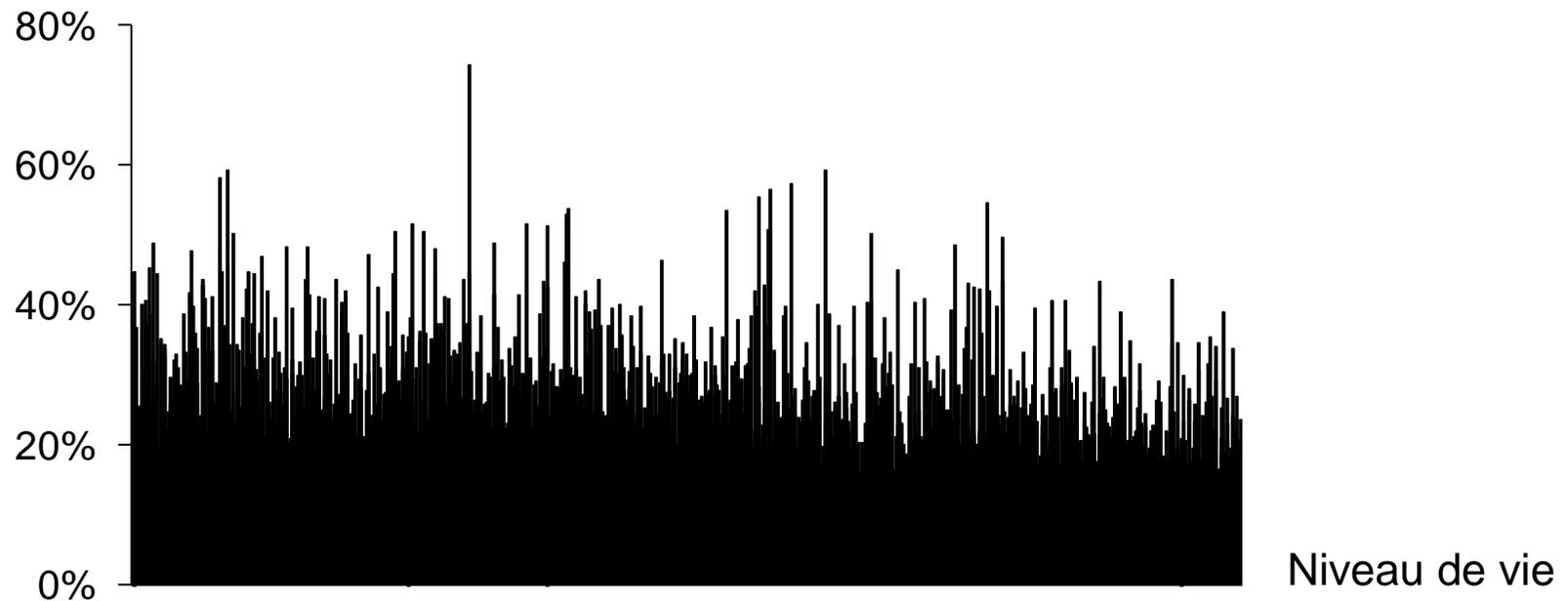
- réduire l'usage stratégique de l'information
- cerner des compromis viables malgré les controverses

Trois 'paramètres' apparaissent décisifs

1. Le principe des allègements de cotisation (seule possibilité pour des taxes élevées) et leur partage entreprises/salariés  
-> problème de négociation sociale et salariale
2. La cohérence entre politiques publiques (énergétiques et générales)  
-> arbitrage entre objectifs et recherche de synergies
3. L'identification des plus vulnérables au prix de l'énergie  
-> résolution du dilemme équité / efficacité

# La vulnérabilité énergétique se distingue de la pauvreté

Part de l'énergie dans  
le budget du ménage



Source : *Budget de famille*, 10305 ménages

**Diversité de facteurs techniques, géographiques et socioéconomiques**

# Conclusions et perspectives : sur l'outil de dialogue

Quels obstacles lever pour aboutir notre « projet » initial ?

1. Améliorer la transparence de l'outil et de l'analyse
  - > Confiance des acteurs & publications scientifiques
2. Mettre en place des 'espaces' de dialogue sur les outils
  - > Co-développement des controverses et des outils
3. Un préalable politique : la volonté de reconnecter politiques environnementales et négociations sociales et salariales
  - > laisser le *temps au dialogue* pour renégocier un contrat social incluant les enjeux d'environnement



# Fiscalité carbone et progrès social

## Application au cas français

Emmanuel Combet

Thèse de l'EHESS sous la direction de Jean-Charles Hourcade